

De la Belgique au djihad : cette idée horrible d'un occident « barbare »

Rédigé le 30 octobre 2014 par : Kim Tondeur



Depuis les premières manifestations citoyennes en Mars 2011 et l'enclenchement de la guerre civile contre le régime sanguinaire des Assad, le nombre de combattants étrangers ayant rejoint la Syrie ou l'Irak s'élèverait à environ 15000. Provenant de quelques 80 pays de par le monde, 3000 d'entre eux seraient de l'Union européenne. Dans ce contexte, la Belgique ne fait pas exception et compterait à ce jour près de 300 ressortissants prenant part active au conflit.

En chiffres absolus, cela fait de la Belgique le 3^{ème} pays européen concerné par ce phénomène, derrière la France et le Royaume-Uni, et le plus « touché » lorsque rapporté au nombre d'habitants. Selon les analystes, la Belgique serait donc proportionnellement parlant le premier pays européen « exportateur » de djihadistes...

En l'espace de quelques années, le conflit s'est en effet fortement mondialisé, passant de conflit régional à conflit global. À travers les médias, d'abord, mais aussi sur le terrain, où l'on constate l'arrivée d'un nombre significatif de combattants étrangers musulmans ou convertis qui viennent resserrer les rangs de groupes de combattants, principalement au sein des cellules islamistes radicales que sont *Jabat al Nosra* (branche syrienne d'Al Qaïda) et l'Organisation de l'Etat Islamique (OEI [\[1\]](#)) [\[2\]](#).

Mais quelles réalités se cachent derrière ces termes nébuleux et un peu fourre-tout de

« djihad » et de « djihadistes » ? Dans l’imaginaire social de nos sociétés occidentales, ils résonnent malheureusement de plus en plus avec « terrorisme » et génèrent presque instinctivement un sentiment de peur. Pourtant, on est très loin de la réalité. Étymologiquement, *djihad* signifie « exercer une force », « s’efforcer », « œuvrer à ». Ainsi, on lui trouve dans le coran deux interprétations. La première, majeure, est celle d’un « effort à réaliser sur soi-même pour devenir bon, meilleur », tandis que la seconde, mineure, circonscrit un « effort dans le chemin de dieu » et justifie la lutte armée contre les infidèles, les mécréants et les oppresseurs. Bien que largement minoritaire dans la communauté musulmane, c’est cette seconde définition qui est aujourd’hui mobilisée par les djihadistes dans leurs argumentaires et qui, relayée à outrance par les médias, contribue à marginaliser la première au profit d’une vision tronquée de l’Islam et de ses valeurs.

Les djihadistes belges sont jeunes : plus de la moitié d’entre eux ont entre 20 et 35 ans. Ils viennent pour la plupart d’Anvers, de Vilvorde, de Malines et de Bruxelles, « un djihadiste belge sur 6 actifs en Syrie » serait une femme et 80 % d’entre eux étaient supposés d’origine marocaine en Juin 2014. Ils ne sont pour la plupart pas fous comme certains se bornent à le croire mais bien en quête d’idéaux et d’identité (voir ci-dessous). Si les profils sont diversifiés et qu’il est difficile de mettre tout le monde dans le même sac, le procédé de recrutement auquel ces jeunes sont sujets semble suivre le schéma suivant : internet et les réseaux sociaux jouent un rôle d’entonnoir et facilitent les contacts entre jeunes en questionnement ; sur les forums de discussion, ils rencontrent des recruteurs, l’endoctrinement est très rapide et, quelques mois plus tard, ils prennent leur envol pour la Turquie, sont aidés à passer la frontière syrienne et rejoignent finalement les zones de combat.

Mais comment considérer ces départs ? En premier lieu, il faut impérativement relativiser leur importance et éviter par-là de pointer du doigt une population musulmane déjà trop stigmatisée. Avec environ 13 millions de personnes de culture musulmane dans l’Union européenne^[3] et plus ou moins 623000 en Belgique, il est toujours utile de rappeler que le nombre de personnes parties combattre ne représente même pas une minorité statistique au sein de la population musulmane, mais bien quelques cas individuels uniquement. Au-delà de cette première remarque, rappelons que ces chiffres ne reflètent que des estimations qui varient selon les sources et progressent à tout le moins aussi rapidement

que l'évolution du conflit.

Le phénomène est néanmoins interpellant et mérite notre attention, cela pour quatre raisons au moins. Tout d'abord, parce que les experts s'accordent à dire que ce djihad syrien égale déjà la situation de 1980 lors de l'invasion soviétique en Afghanistan[4]. Parce que la polémique est née, ensuite, et que la communauté internationale s'interroge sur les mesures à mettre en place pour gérer les « retours » et prévenir les nouveaux départs. Parce qu'en Europe comme en Belgique, surtout, la situation et les débats médiatique et politique qui s'y greffent amènent des tensions communautaires[5] et constituent un terreau fertile pour les discours racistes et islamophobes. Parce que le nombre de départs européens a triplé entre Avril 2013 et 2014, enfin, et que les prévisions pour l'avenir sont à la hausse, ne présageant rien de bon pour l'apaisement des esprits et entame un dialogue constructif.

Aujourd'hui, nous avons donc besoin de nous doter d'une réflexion critique sur le sujet, qui doit nécessairement nous mener à interroger les motivations de ces jeunes à partir. S'interroger sur les départs, c'est déjà une position critique en soi, car il s'agit bien ici de se donner les outils pour « prévenir » plus que pour « réprimer ».

Oser le regard réflexif : quelles responsabilités de nos sociétés ?

Le premier réflexe à adopter est sans doute le suivant : pour comprendre les motivations qui poussent Belges et Européens à partir combattre au Moyen-Orient, il faut aller chercher les sources du problème en Europe, au sein de nos sociétés, et non dans l'appartenance confessionnelle et/ou communautaire. Pratiquement, cela veut dire qu'il faut (1) évacuer une fois pour toute le débat stérile et dangereux sur l'implication de l'Islam dans l'incitation à la haine et à l'action violente. Au contraire, de nombreuses instances et individualités musulmanes ont non seulement fermement condamné les exactions des radicaux d'Al Nosra et de l'OEI, mais l'analyse des communiqués de djihadistes dévoilerait de surcroît une très faible connaissance des écrits coraniques et suggérerait un enrôlement de nature sectaire plus que religieuse[6]. Il s'agit également (2) d'éviter la stigmatisation sur base de l'appartenance ethnique : s'il existe des cas exceptionnels de familles parties combattre, ce

serait une erreur énorme que d'y chercher la cause principale des départs ; les membres de familles de djihadistes ne partageant que rarement les pensées radicales de leurs proches : l'endoctrinement se fait sur une autre base. Enfin, il s'agit de (3) relativiser le rôle de la situation au Moyen-Orient et l'exposition médiatique aux horreurs qui y sont commises comme moteur principal de motivation. Si cela doit certainement jouer, il semblerait trop réducteur d'y chercher une cause première.

Si la situation en Syrie peut attiser la colère et pousser au Djihad, c'est plutôt de par les réactions et positions dont fait preuve la communauté internationale à cet égard, dans son silence comme dans son action. Ainsi, l'attentisme de la communauté internationale face aux atrocités diverses du régime Assad est sans aucun doute une cause majeure à prendre en compte. Immobilisme des instances internationales et gouvernementales, d'une part, mais aussi faillite de la société civile globale, d'autre part, dans sa capacité à soutenir le peuple syrien dans sa lutte pour la démocratie et la justice sociale. Dit autrement, faillite à favoriser le développement des foyers démocratiques sur le terrain mais aussi à offrir aux jeunes Européens révoltés un champ d'action pratique à la fois utile, démocratique et non-violent[7].

Démarrées depuis Aout 2014 dans un contexte où les groupes islamistes radicaux se présentent à la fois comme alternative au régime syrien et comme rempart anti-impérialiste dans la région, il y a fort à penser que les frappes aériennes lancées contre l'OEI par la coalition militaire que mènent les États-Unis vont paradoxalement faire, elles aussi, le jeu des djihadistes[8]. Non seulement parce qu'elles évitent soigneusement les positions du régime, mais aussi parce qu'elles constituent une intervention militaire de plus des américains, de l'Occident et des « régimes arabes impies ». Selon Luiz Martinez, spécialiste du Maghreb et des djihadistes français, les principales étapes de la radicalisation sont en effet les suivantes : « la prise de conscience d'un monde musulman assiégé et agressé par l'Occident, la découverte du drame qui frappe les civils musulmans, et enfin le devoir de djihad afin de leur venir en aide »[9].

Plus fondamentalement encore, il convient de s'interroger sur les caractéristiques structurelles de nos sociétés qui peuvent favoriser la radicalisation des jeunes Belges vers une forme d'action politique violente. Entre autres, les difficultés d'intégration dues au manque de perspective d'avenir mais aussi au racisme et à l'islamophobie galopante

auxquels ces jeunes font face au quotidien. Selon Mohssin El Gharbi et Soufian Gharbaoui, il existe bel et bien un lien positif entre l'augmentation du chômage et la précarisation du travail et les probabilités de voir augmenter les formes violentes d'engagement politique[10]. Dès lors, il faut étudier le djihad européen à la lumière de la crise économique prolongée que nous connaissons, dont les mesures d'austérité qui l'accompagnent touchent en premier lieu les jeunes et les postes à faible rémunération, par ailleurs souvent occupés par des Belges issus de l'immigration. Les Belges d'origines marocaine ou turque par exemple, font ainsi face à un taux de chômage qui s'élevait à 38% en 2004, soit 5 fois supérieur à celui de leurs concitoyens à la même époque[11]. De surcroît, l'on sait que l'augmentation du chômage et de la précarité fait aussi les choux gras des discours et politiques racistes, amorçant par là un effet boule de neige.

Effectivement favorisée par les inégalités sociales (sans qu'on puisse nécessairement l'y réduire), il existe une islamophobie larvée dans nos sociétés dont les lois belges telles que l'interdiction du *niqab* et de la *burqa* dans l'espace public ne représentent que la part visible et légale de l'iceberg. Mais les relents islamophobes se révèlent au grand jour et sans pudeur à la lumière de polémiques comme celle causée par l'existence de « djihadistes européens ». Ainsi, la campagne « *not in my name* » qui appelle chaque musulman à se désolidariser des barbaries de l'OEI ne mérite pas de faire couler plus d'encre que celle nécessaire à la dénoncer : cette campagne témoigne du « non-dit fondamental » selon lequel « le musulman est suspect par définition »[12]. Aujourd'hui, les horreurs commises par l'OEI au nom de l'Islam ne font par ailleurs que renforcer le rejet en bloc de cette religion pourtant si riche, et nourrit ainsi les propos radicaux d'un Islam mis à mal. L'OEI, d'une certaine manière, s'auto-alimente.

À ces situations socio-économiques génératrices de mal-être social et culturel s'ajoutent enfin des motivations d'ordre psychologique : la recherche de revanche, de statut, d'identité ou encore d'aventure[13], bien que celles-ci ne peuvent sans doute prendre sens en dehors du cadre plus large qui vient d'être esquissé ici. La dynamique de radicalisation qui touche ces jeunes met en effet en jeu un basculement, une quête identitaire de soi, et dont le « nom de guerre » duquel se dotent les djihadistes étrangers constitue sans doute l'exemple symbolique le plus parlant. Selon Purdie en effet, ces jeunes en rupture (avec leurs parents, la société, l'école, etc.) trouvent dans ces groupes radicaux une nouvelle communauté dont

ils se sentent partie intégrante, et qui participe pour eux de la construction d'une identité positive et d'un gain d'estime de soi. Pour la sociologue toujours, ils ne voient pas le mal dans ce qu'ils font, mais sont au contraire persuadés d'aller mener un combat juste. Le bien (eux) contre le mal (le régime, l'Occident impérialiste, les États arabes « fantoches », les chiites, etc.). C'est souvent lorsque cette vision manichéenne du monde est mise à mal que l'endoctrinement est remis en question[14].

Éviter le repli nationaliste et le rejet de l'autre

Ce bref aperçu des motivations possibles au départ vers le théâtre de guerre syrien ne se prétend pas exhaustif : il s'agit bien d'une analyse « à chaud », au cœur de l'actualité, et qui mériterait certainement d'être rehaussée lorsque nous bénéficierons de plus d'éléments d'analyse.

Néanmoins, tandis que les pays d'Europe se prennent de panique pour la menace éventuelle causée par le retour - lui aussi éventuel - de djihadistes dans leur pays, et que le débat se déplace dangereusement du « prévenir » vers le « guérir », il semblait important de recentrer l'analyse autour de deux points essentiels :

- Il faut s'intéresser aux causes des départs afin de pouvoir attaquer ce problème à la racine, en acceptant la part de responsabilité de nos sociétés.
- En effet, pour les européens, les motivations premières au djihad se trouvent en Europe et rien qu'en Europe ; c'est-à-dire ni dans l'appartenance confessionnelle, ni dans l'appartenance « ethnique ».

À travers la figure du djihadiste belge et européen, c'est notre imaginaire d'un terrorisme « lointain » et « périphérique » qui est remis en cause. Ce terrorisme « barbare » sur lequel on a tant éructé et qui donne du souffle aux discours xénophobes et racistes nous apparaît aujourd'hui – plus clairement que jamais – comme le produit de nos sociétés également. Dans un tel contexte, ce serait une grave erreur que de nier cette réalité à travers ce double réflexe malheureusement trop courant de repli nationaliste et de rejet de l'« Autre ». Au contraire, il s'agit d'accepter la part de responsabilité de nos sociétés afin de mettre en place des politiques audacieuses capables de traiter des problèmes de fond.

[1] Originellement État Islamique d'Irak (EI) puis d'Irak et du Levant (EIL) pour finalement choisir l'appellation d'Etat Islamique (EI) dès le 29 Juin 2014, cette organisation s'autoproclame État à la même date et prône l'instauration d'un califat sur les territoires qu'elle occupe. Appelée aussi Daech (ou Daesh) par ses détracteurs, le choix du terme OEI retenu ici vise à dénier à cette organisation la qualité d'État tout en soulignant son lien ambigu à l'Islam.

[2] La distinction entre ces deux groupes djihadistes n'est cependant pas toujours évidente. Si elle s'est progressivement séparée d'Al-Qaïda duquel elle était originellement issue, l'OEI conserve avec ce dernier des relations ambiguës, certaines sections irakiennes et syriennes d'Al-Qaïda ayant elles-mêmes fusionné avec l'OEI.

[3] EUMC, 2006. Les musulmans au sein de l'Union européenne. Discrimination et Islamophobie, [en ligne], URL : http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/156-Manifestations_FR.pdf , page consultée le 16/10/14.

[4] Selon l'ICSR (International Center for the Study of Radicalisation) en effet, la mobilisation actuelle des djihadistes en Syrie a déjà atteint sa phase la plus significative depuis 1980 ; Kardas Tuncay et Omer Behram Ozdemir, 2014. « The making of european foreign fighters. Identity, social media and virtual radicalization », Seta, 11, p9.

[5] Entre sunnites et chiites par exemple, voir http://www.rtbf.be/info/societe/detail_eiil-tension-entre-chiites-et-sunnites-attisee-en-belgique?id=8295920, page consultée le 14/10/14.

[6] <http://www.infrarouge.ch/ir/2093-suisse-djihad-pourquoi>

[7] Sur les raisons de l'immobilisme international, le devoir de la société civile et les possibilités d'aide à mettre en place, voir nos analyses : « conflit syrien : aux sources de l'immobilisme international » et « Conflit syrien : quelle(s) solidarité(s) avec la société civile ? ».

[8] <http://rue89.nouvelobs.com/2014/10/19/chercheur-francais-les-frappes-aeriennes-font-jeu-djihadistes-255553>

[9] Martinez Luis, 2008. « Structures, environnement et basculement dans le djihadisme », *Cultures et Conflits*, 69, p.134.

[10] El Ghabri, Mohssin et Soufian Gharbaoui, 2014. « Qui sont ces Belges partis combattre en Syrie ? Grille d'analyse micro-économique pour éclairer la décision publique, *Etopia*, p14.

[11] EUMC, 2006. « Les musulmans au sein de l'Union européenne. Discrimination et Islamophobie », p52.

[12] Gresh Alain, 2014. « Pas en mon nom ? De la mobilisation des musulmans contre le terrorisme », *Le Monde Diplomatique*, page consultée le 15/10/14. URL : <http://blog.mondediplo.net/2014-09-28-Pas-en-mon-nom-De-la-mobilisation-des-musulmans>

[13] Kardas Tuncay et Omer Behram Ozdemir, 2014. « The making of european foreign fighters. Identity, social media and virtual radicalization », *Seta*, 11, p12.

[14] <http://www.infrarouge.ch/ir/2093-suisse-djihad-pourquoi>



Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghalia Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120